

[Courrier international](#) [Presseurop](#) [Le Monde](#) [Télérama](#) [Le Monde diplomatique](#) [Le Huffington Post](#) [La Vie](#) [Boutique](#)  
[Courrier international](#)

JEUDI 31 MAI 2012

# Courrier international

[À la une](#) > [Hebdo n° 1122](#) - [Afrique](#)

## BURKINA FASO • Les réfugiés du Mali exportent leurs divisions

Depuis le début de la guerre dans le nord du pays en janvier, 56 000 Maliens ont trouvé refuge au Burkina Faso voisin. Sur fond de drame humanitaire, les vieux clivages gangrènent les camps.

03.05.2012 | Ozias Kientore | Sidwaya

Recommander

Soyez le premier de vos amis à recommander ça.



© MSF 2012

*Au camp de Mentao, dans le nord du Burkina Faso, MSF ravitaille désormais plus de 3 000 réfugiés.*

Assis sur une natte à l'ombre d'un arbuste épineux et au milieu de ses "frères", le jeune Souleymane Ag Rhissa, 16 ans, s'interroge. Il ne comprend plus rien. Lui qui, par la force des choses, a été obligé d'abandonner ses cahiers et son pays pour se réfugier au Burkina Faso, passe le plus clair de son temps à se tourner les pouces sur le site des réfugiés de Damba, un village de la province du Soum [nord-est], à une quarantaine de kilomètres de la frontière malienne. Fatigué des multiples déplacements de sa communauté à chaque rébellion touareg, Souleymane ne voit plus son avenir au Mali. *"Même si les choses redevenaient normales, je n'y retournerais pas. Je ne veux plus être obligé de m'enfuir. Je compte rester au Burkina ou dans un autre pays où je pourrai me construire un avenir. Mon rêve, c'était de devenir gouverneur"*, confie-

t-il avec un brin de tristesse.

### Précarité pour les femmes

Après Damba, cap sur le site de Mentao Nord, situé à 15 km, à l'entrée sud de la ville de Djibo. Autre lieu, même décor, même réalité. Les nouveaux habitants, un chèche enroulé autour de la tête, ont dressé, à l'aide de matériaux locaux, des tentes pour se loger. Ces abris de fortune qui poussent à longueur de journée abritent, pour la plupart, deux, trois, voire quatre familles. Mais les enfants de Mentao Nord ont plus de chance que ceux du site de Damba. Ils ont parmi eux des étudiants qui ont décidé de se cotiser pour ériger une salle de classe à l'aide de branches sèches recouvertes de paille et de sachets en plastique noirs. A l'intérieur, près de 30 enfants de tous les niveaux sont assis à même le sol ou debout pour étudier. *“Comme la connaissance est le seul bien qui peut être partagé sans diminuer, nous avons pris l'initiative d'encadrer nos petits frères. Nous n'avons pas de matériel, mais nous faisons ce que nous pouvons pour les aider”*, déclare un des “encadreurs”, Oumar Moussa Gohiba, étudiant en anglais à l'université de Bamako.

Sur tous les sites, les femmes sont dans un état de précarité absolue. Abiba Walété Aly, de Mentao Nord, 20 ans, enceinte de huit mois, a fui de Mopti [centre du Mali] à Mentao en laissant derrière elle son époux militaire. *“Je n'avais jamais imaginé que mon enfant viendrait au monde en tant que réfugié. Son père, resté au Mali, a été informé de sa naissance... mais, depuis quatre jours, je n'ai plus de ses nouvelles. Mon vœu est de voir mon fils grandir auprès de son père dans un Mali en paix.”* Abiba n'est pas la plus mal lotie. Selon le témoignage de Moussa Ag Mohamed, enseignant dans un village de Gao, au Mali, et désormais réfugié sur le site de Damba, *“de nombreuses femmes n'ont pas supporté le choc et ont fait des fausses couches”*.

Ils sont près de 5 000 à avoir parcouru des centaines de kilomètres en voiture, à charrette ou à pied pour fuir la rébellion. Dans ce sauve-qui-peut généralisé, des familles ont été disloquées. Pendant que certains ont trouvé refuge au Burkina Faso, d'autres ont pris la direction du Niger, de la Mauritanie ou de l'Algérie. *“Ma famille s'est dispersée. Trois de mes cousins sont portés disparus. J'ignore s'ils sont vivants ou morts. On a tenté de m'étrangler avec mon turban. Mes agresseurs m'ont laissé pour mort”*, confie Moussa Ag Mohamed.

### Ne pas se mélanger aux autres

Des centaines de familles touaregs et arabes peuplent désormais la province du Soum. Et la cohabitation entre les différentes familles n'est pas simple. Les clivages du passé, le manque de confiance et la crainte de l'autre ont poussé les réfugiés à s'installer par communauté. Mohamed Ould Sidi Amar a préféré, comme une grande partie des réfugiés arabes, abandonner ces sites pour rejoindre la cité de Djibo. Il loue, avec les membres de sa famille, un appartement pour 300 000 francs CFA par mois [457 euros]. Treize familles y sont logées. *“Pour assurer la sécurité de notre communauté, dit-il, nous avons préféré nous mettre à l'écart. Notre caractère n'est pas identique à celui des Touaregs. Nous ne voulons pas que l'on nous confonde avec les autres en cas de problème.”* Pour Manatolah, touareg et secrétaire à l'information du bureau provisoire des réfugiés de Damba, *“il est aussi préférable de ne pas se mélanger aux autres”*. Mais cette liberté a un prix. Les réfugiés urbains doivent affronter seuls les difficultés sur le terrain. N'étant pas pris en charge par les structures humanitaires, ils mangent et s'habillent à leurs frais.

Si, pour le vieux Ould Sidi Amar, il s'agit d'une véritable injustice, pour le secrétaire général du haut-commissariat de la province du Soum, Boukary Sawadogo, le manque de cohésion entre les réfugiés eux-mêmes ne facilite pas l'intervention de l'administration. *"Le problème majeur aujourd'hui, ce sont les clans entre les réfugiés. Comme au Mali, les Oulds, les Ags et les Arabes ne veulent pas cohabiter. Entre les Touaregs eux-mêmes, il n'y a pas d'entente"*, regrette le secrétaire général. Il est également difficile pour les services compétents de repérer les domiciles dans lesquels les réfugiés citadins sont installés car la ville de Djibo n'est pas retenue comme site.

Si les réfugiés s'acceptent difficilement, tous sont unanimes pour affirmer que les rapports avec les populations d'accueil sont au beau fixe. Solidaires, les riverains aident les réfugiés au quotidien. *"Même s'il y a une petite méfiance, leurs cultures se ressemblent et la cohabitation se fait sans problème"*, rapporte Abdoul Salam Dicko, un élu local. Traumatisés par leur passé récent au Mali, les réfugiés sont déçus de leur présent et s'interrogent sur leur futur dans ce désert burkinabé. Leur sort est désormais entre les mains de la communauté internationale, et plus particulièrement de la Cédéao (Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest). Ils espèrent rentrer rapidement dans leur pays. Pas question de se séparer de leur "mère patrie" à cause de l'*"insouciance de quelques individus"*.

